

Congrès de Québec solidaire : non au « pacte tactique » **Victoire antilibérale contre une direction sociale-libérale**

Le conseil national de juin 2010 avait constitué un « *comité des pactes tactiques* » dont fit partie le seul député de Québec solidaire et aucun autre membre du Comité de coordination nationale après la démission du responsable aux élections. Ce comité était unanime pour favoriser un pacte tactique mais s'est divisé sur la cible de ce pacte. Certains favorisaient « *[q]ue le Congrès autorise le CCN à débiter des négociations lorsque jugées opportunes avec le Parti québécois et/ou le Parti vert, afin d'évaluer la possibilité de conclure un pacte tactique...* » ; les autres « *[q]ue le comité de coordination nationale soit mandaté pour approcher le Parti vert du Québec et négocier une alliance stratégique ou un pacte tactique avec ce parti.* »

Le premier groupe prônait la nécessité qu'« *[i]l nous faut faire élire bien plus d'un député à l'Assemblée nationale!* » sinon, dans le cadre du système uninominal à un tour, « *[c]ela risque plutôt de nourrir l'idée que QS ne peut être une véritable alternative électorale.* » d'où l'idée de négocier avec la PQ un partage des comtés simulant une « *proportionnelle hors scrutin* ». Outre la naïveté d'une telle demande — le PQ se pliant au principe de la proportionnelle qu'il récuse renonçant à la répartition par députation qui l'avantagerait — cette analyse situe la dynamique de la prise du pouvoir, assimilée à tort à la majorité parlementaire — rappelons-nous le Chili d'Allende — dans le seul électoralisme à l'encontre d'une (semi)-rupture à la mode du Wisconsin. Quant à l'autre groupe, qui saisit confusément que, dans le cadre d'un système uninominal à un tour, il y a un air de parenté entre « *pacte tactique* » et « *alliance stratégique* » il récuse toute entente avec le PQ (et le PLQ et l'ADQ) mais les pense possibles avec les Verts, ignorant leur capitalisme vert pâle fédéraliste.

Quelle ne fut pas la surprise quand, lors d'une assemblée générale fort courue, le comté du député Solidaire proposa « *[q]ue Québec solidaire présente 125 candidatures sur 125 comtés lors des prochaines élections générales, dans les limites du possible* », c'est-à-dire le rejet des deux alternatives. Pourtant, le comté de Mercier n'a pas la réputation d'être sous hégémonie anticapitaliste. Les membres de Mercier ont tout simplement réalisé qu'il n'y a aucun besoin d'un pacte tactique avec le PQ ou avec les Verts pour vaincre dans leur comté, qu'au contraire un tel pacte dévaloriserait la signification de leur victoire, que leur député en perdrait une liberté critique, argument qui a été explicitement avancé lors du débat au congrès et fort applaudi. On peut penser que ce sentiment a aussi animé une bonne partie des délégués du « *croissant fertile* » (centre sud-est francophone de l'Île de Montréal) et des comtés de centre-villes ailleurs où la performance électorale de Québec solidaire se démarque nettement et où, règle générale, le PQ est l'adversaire électoral à battre et non le PLQ ou l'ADQ.

Si la majorité électoraliste des comtés forts de Québec solidaire est contre les « *pactes tactiques* », il en va de même de bon nombre d'antilibéraux provenant des groupes populaires et de femmes, relativement nombreux dans Québec solidaire, qui se souviennent du mépris du gouvernement péquiste envers les pauvres et les femmes. Pensons au fameux dix sous d'augmentation du salaire minimum de Bernard Landry en réponse à la Marche des femmes de 2000. Une intervention bien claire à ce propos d'un membre de la Coordination nationale — « *ce ne sont pas tous les membres du coco qui pensent la même chose* » — et quelque peu porte-parole officieux de ce mouvement fut très révélatrice de cette tendance. Rare sont les aveux (semi)-publics de dissension au sein de la coordination. On y met mécaniquement en pratique le principe anti-démocratique de la « *solidarité ministérielle* » qui n'a jamais été discuté dans le parti. Le dernier à le faire, à propos de l'Afghanistan, a été diplomatiquement rabroué et a jugé bon de démissionner à l'anglaise.

Quant aux anticapitalistes, ils étaient contre tout pacte tactique pour les bonnes et pour les mauvaises raisons. D'aucuns l'étaient par principe, dogmatiquement, les autres suite à une analyse concrète d'un cas concret. On aura beau plaider la nécessité technique d'un pacte tactique dans un système uninominal à un tour, un tel arrangement laisse voir une minimale promiscuité programmatique. Sans ça, on parlerait indifféremment de pacte tactique avec le PQ, le PLQ ou l'ADQ, sans état d'âme. Entre Québec solidaire et le PQ il y a l'évident rapprochement souverainiste / indépendantiste, parfaitement compréhensible pour tout électeur moyen. Les monopoles médiatiques claironneraient à la coalition souverainiste contre celle fédéraliste, noyant l'enjeu droite-gauche. Le message de Québec solidaire y perdrait toute clarté programmatique même s'il faisait feu de tout bois. Québec solidaire étant le pot de terre par rapport au pot de fer péquiste — les rapports de force réellement existant étant ce qu'ils sont — ce serait la droite contre la droite... et non pas la droite dite démocratique contre la droite morale et rentière (ex. les Conservateurs canadiens) ou extrême (ex. le Front national français).

Front anti-Conservateur : incapacité mobilisatrice et impuissance politique

L'actuel débat sur la consigne de vote dans la gauche eu égard aux élections fédérales pose la question du front uni anti-Conservateur pour au moins empêcher un gouvernement majoritaire. Sans nulle consultation de la base, pourtant réunie en congrès et qui aurait sans doute consentie à un débat d'urgence sur le sujet, la direction a clamé aux médias ce message en fin congrès, noyant ainsi partiellement la divulgation publique des résolutions lié à l'enjeu deux (écologie, économie et travail). Cette fois-ci, aucune organisation n'annonce pour l'instant de mobilisation anti-conservatrice comme il y en avait eu en 2008, surtout de la part des femmes et du milieu artistique.

Dans son appel, détaillant avec brio les multiples tares droitières des Conservateurs, la présidente-porte-parole du parti s'est limitée à la consigne de vote anti-Conservateur, donc à la limite pour les Libéraux s'il le faut, sans aucune mention de la nécessité d'une mobilisation dans la rue en lien, si possible, avec la gauche canadienne-anglaise. Pourtant, cette consigne de vote se défend sur le fond, pour cause de désespoir face à l'incapacité de riposte du mouvement social et de l'impuissance de la gauche politique à présenter une alternative crédible pan-canadienne au moins antilibérale et pro droit à l'autodétermination. Malheureusement, la direction de Québec solidaire fait partie du problème alors qu'elle aurait pu contribuer à amorcer un commencement de solution.

L'alliance des anticapitalistes/antilibéraux et des électoralistes localistes ont assuré une nette victoire contre le « *pacte tactique* » voulu par la direction nationale. Cette alliance a laissé sur la touche le noyau dur de la direction nationale s'appuyant sur une grande partie des délégations hors des grands centres. L'évidente majorité de ce rejet a clairement indisposé les deux porte-parole, surtout le député qui, dans une intervention confuse, a parlé d'entente s'il le faut avec le PLQ et l'ADQ, se méritant quelques manifestations de réprobation de la salle.

Certes, profitant des contradictions entre les partis néolibéraux, on peut concevoir des ententes parlementaires ponctuelles avec le diable prenant en compte une fine analyse de la conjoncture. Par exemple, pour réclamer une enquête publique sur l'industrie de la corruption ou encore un moratoire sur l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste. Mais ces ententes doivent toujours être au service de la mobilisation dans la rue, à laquelle il faut inviter et contribuer, et jamais comprise comme partie prenante d'une alliance stratégique du-t-on l'appeler « pacte tactique ».

Ce vote inattendu dénotait sans fard que la base de Québec solidaire est à dominance antilibérale et la direction nationale est à dominance sociale-libérale. Ce qui fait de Québec solidaire un parti qualitativement différent du NPD, sociale-libérale de la tête à la

queue malgré quelques îlots antilibéraux et anticapitalistes. Dans une contribution ultérieure, on verra de quel programme cette contradiction a accouché.

Marc Bonhomme, 3 avril 2011

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com